

Arrêté du 1er juin 2010 portant cessation de fonctions et nomination (régisseuse titulaire de recettes et d'avances à la maison d'arrêt du Mans-les-Croisettes)

NOR : JUSK1017530A

Le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n°2005-1490 du 2 décembre 2005 relatif à l'organisation financière et comptable des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 fixant le taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et le montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

Vu l'arrêté interministériel du 3 décembre 2005 habilitant la Garde des Sceaux, ministre de la justice, à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès des résidences administratives des directions régionales des services pénitentiaires, de la mission des services pénitentiaires d'outre-mer, des établissements pénitentiaires et des services pénitentiaires d'insertion et de probation ainsi que des régies de recettes et d'avances chargées de la gestion des comptes nominatifs des détenus auprès des établissements pénitentiaires, modifié par l'arrêté de 14 décembre 2005 modifié par l'arrêté du 7 septembre 2006 ;

Vu l'arrêté du 8 décembre 2005 portant institution de régies de recettes et de régies d'avances auprès des résidences administratives des directions régionales des services pénitentiaires et de la mission des services pénitentiaires d'outre-mer ainsi que des établissements pénitentiaires, modifié par l'arrêté du 8 septembre 2006 modifié par l'arrêté du 3 novembre 2006 modifié par l'arrêté du 21 mai 2007 ;

Vu l'arrêté du 8 décembre 2005 modifié portant nomination des régisseurs de recettes et d'avances auprès des résidences administratives des directions régionales des services pénitentiaires et de la mission des services pénitentiaires d'outre-mer ainsi que des établissements pénitentiaires de la métropole et des départements d'outre-mer ;

Vu l'arrêté du 8 avril 2010 modifiant l'arrêté du 30 octobre 1981 portant création d'un Bulletin officiel du ministère de la justice.

ARRÊTE

Article 1

Madame Fabienne COUPEAU épouse DODARD, secrétaire administrative, est nommée en qualité de régisseuse titulaire de recettes et d'avances à la maison d'arrêt du Mans-les-Croisettes, à compter du 31 mai 2010.

Article 2

Madame Fabienne COUPEAU épouse DODARD est dispensée de cautionnement et perçoit une indemnité de responsabilité.

Article 3

Il est mis fin à la fonction de régisseuse intérimaire de recettes et d'avances à la maison d'arrêt du Mans-les-Croisettes de Mademoiselle Mickaële LEPORT, à compter du 31 mai 2010.

Article 4

L'arrêté du 24 février 2010 nommant Mademoiselle Mickaële LEPORT en qualité de régisseuse intérimaire de recettes et d'avances à la maison d'arrêt du Mans-les-Croisettes est abrogé.

Article 5

Le directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de la justice et des libertés est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et des libertés et notifié par le directeur interrégional des services pénitentiaires de Rennes en sa qualité d'ordonnateur secondaire au comptable assignataire.

Fait à Paris, le 1er juin 2010

Le ministre d'État, garde des sceaux, ministre
de la justice et des libertés et par délégation,
Le directeur de l'administration pénitentiaire
et par délégation,
Le chef de bureau du budget, de la
comptabilité et des finances

Emmanuel SKOULIOS